

Bulletin européen

TRIBUNE LIBRE FONDÉE EN 1950 PAR J. CONSTANTIN DRAGAN

Malouines
ou
Falkland?

ARROGANCE CONTRE ORGUEIL

UNE SALE AFFAIRE

de Roberto Cestelli

La guerre est un danger dont la réalité est terrible; nous pourrions même dire que plus qu'un danger, c'est une réalité terrible ou douloureuse, dans laquelle nous sommes plongés au point que nous nous y habituons et que nous oublions qu'elle a été allumée et qu'elle fait rage à peine hors de notre maison.

Elle brûle dans la terre inquiète du Liban; elle couve sous forme de guérilla dans l'Afghanistan envahi; elle fait rage en renaissant des cendres de ce qui, pendant deux ans, avait été la *guerre oubliée*, l'affrontement entre l'Iran et l'Iraq.

Et, à l'improviste, avec le conflit anglo-argentin, auquel on ne pouvait vraiment pas penser, la guerre est entrée dans notre maison occidentale que nous avions crue exempte de ce fléau, tandis que les mass media nous apportent la présence, presque physique, de cet affrontement, nous placent, en même temps, dans la position de spec-

tateurs hors du champ de bataille, secrètement fascinés - mais incapables de l'avouer - par ce fil de guerre réel, certes, mais si lointain.

Mais éloignons-nous des postes de télévision et abandonnons nos journaux; c'est le moment de réfléchir et de nous demander: pourquoi une guerre éclate-t-elle et quelles en sont les raisons profondes?

Une guerre a lieu parce que l'on estime impossible qu'elle éclate, parce que ceux qui devraient la faire ne prennent pas assez de précautions, en temps voulu, pour en éliminer les causes, pour prévenir les autres des actions inconsidérées; d'autres sous-estiment le risque d'une action agressive non pondérée et d'autres encore, et ils pourraient être les premiers, ne tiennent pas compte qu'un excès de réaction, s'il dépasse la limite qui l'a provoquée, peut propager l'incendie au-delà de toutes les intentions initiales.

LES FAITS ANTECEDENTS

Pour nous, Européens, deux archipels situés au bout du monde, comptant 1800 habitants, six cent mille brebis et un nombre non précisé, mais incontestablement supérieur, de pingouins; telles sont les Georges et les Malouines rebaptisées Falkland par les Britanniques et réclamées comme Malouines par les Argentins.

Découverts, oubliés, redécouverts par les Français; passés ensuite aux Espagnols et, enfin, occupés par les Anglais, sous le drapeau desquels, éloignés et à moitié oubliés, ils sont restés pendant plus d'un siècle, des molécules fossiles dispersées dans un empire dissous.

Depuis longtemps, déjà, l'Assemblée des Nations Unies avait invité la Grande-Bretagne à entamer des pourparlers avec l'Argentine pour résoudre et définir la souveraineté de ce groupe d'îles australes que cette dernière revendiquait en tant qu'héritière des possessions ex-espagnoles.

Bien que sollicitée plusieurs fois, la Grande-Bretagne ne s'est absolument pas dérangée pendant pas moins de dix-sept ans; ce n'est pas parce qu'elle tenait spécialement à ces îles se trouvant à plus de dix milles milles marins et dont les habitants ont été, depuis toujours, reliés et ravitaillés par le territoire argentin bien plus proche.

Quand, après une attente si longue et inutile, la Junte militaire, qui détient le pouvoir dans ce pays sud-américain avec des méthodes qui ne sont certes pas démocratiques, a commencé, tout autrement que d'une façon secrète, les préparatifs d'un coup de force pour s'approprier de ces îles, le gouvernement anglais, qui ne pouvait certainement pas l'ignorer, n'a rien fait en temps voulu pour l'en empêcher. Rapidement - et pratiquement sans effusion de sang - l'Argentine a envahi les archipels et les Falkland sont redevenues Malouines.

RADIOGRAPHIE DES FAITS PRECEDENTS

L'action de l'Argentine, incontestablement déplorable dans un monde civilisé et démocratique, où un coup de force, ne serait-ce que pour se faire justice, est inadmissible, rentre dans un schéma classique.

Une dictature de droite aux prises avec des difficultés de caractère économique crée une action de diversion qui réveille, sur l'élan de nationalisme, un consensus populaire et concentre toute l'attention publique sur l'objet de la diversion.

Il est évident que le général Galtieri ne comptait pas sur le facteur de surprise, mais sur une faible réaction britannique, l'objet du différend étant l'un des rares résidus de l'empire britannique en déclin que le Royaume-Uni a mis en liquidation pour des raisons essentiellement économiques; il s'attendait à un consensus total du tiers monde et à aucune réaction de la C.e.e., trop éloignée et désintéressée et, enfin, à un acquiescement des U.s.a., car ces derniers étaient en train de développer, vis-à-vis de l'Argentine, justement, une politique préférentielle pour consolider leur influence sur le sous-continent méridional américain.

Nous avons dit que les préparatifs d'invasion ont été, et il ne pouvait pas en être autrement, tout autre que secrets; en outre, ils ont demandé environ deux mois.

Il est cependant impensable que la diplomatie anglaise, si bien préparée, ne les ait pas relevés et signalés au gouvernement de Sa Majesté britannique et demandé, avant tout, les instructions nécessaires pour une action diplomatique préalable de protestation.

Par contre, officiellement - et également officieusement - parce que la presse anglaise n'a pas fait grand cas de ces préparatifs d'invasion, dont pourtant les journaux argentins étaient remplis, la Grande-Bretagne a tout ignoré et, une fois l'invasion effectuée, nous avons assisté à une mise en scène que, comme personne raisonnable, je n'arrive pas à accepter.

Les critiques lancées par l'opposition contre l'imprévoyance du gouvernement conservateur ont provoqué d'illustres victimes. Le pauvre lord Carrington, en parfait gentilhomme, a remis sa démission de ministre des Affaires étrangères et se tait; John Nott s'est démis de ses fonctions de ministre de la Défense, coupable non seulement du «fiasco des Falkland», comme l'a défini le journal gouvernemental «Daily Mail», mais aussi des choix politiques du gouvernement conservateur dans le domaine des armements qui ont fait pencher vers le super-missile nucléaire Trident toutes les affectations militaires au grave détriment, surtout, de la flotte qui, comme conséquence, a

été désarmée.

Le porte-parole de l'opposition travailliste, Michael Foot, a illustré, dans un discours très efficace, comment la reddition des Falkland, occupées par l'Argentine par une opération préannoncée jusque même dans les journaux locaux, était la démonstration évidente du choix erroné du gouvernement en faveur du Trident.

Toutefois, malgré les critiques, l'opposition travailliste et social-démocrate a accordé son appui inconditionnel à Mme Thatcher qui a déclaré aux Communes que la Grande-Bretagne était prête à repousser par la force toute action militaire unilatérale.

Que l'on me permette de demander pourquoi l'actuel gouvernement conservateur britannique n'a pas accompli, en temps voulu, une manœuvre pour éviter l'action argentine. En 1978, alors que le responsable du Foreign Office était le social-démocrate David Owen, une tentative argentine analogue fut déjouée par la présence de la flotte britannique envoyée à temps dans l'Atlantique sud.

On en déduit donc que le gouvernement britannique, qui n'est certes constitué de simples d'esprit ou d'ingénus, a laissé que l'invasion des Falkland ait lieu pour utiliser cet événement sur le plan politique.

La base politique du gouvernement conservateur était, à cette époque, considérablement compromise et la naissance de la social-démocratie avait ouvert à l'électorat britannique le choix pour une troisième voie, dont la force croissante d'attraction finira, c'est à prévoir, par mettre hors du jeu politique le parti conservateur justement.

Il vient le doute, à la suite de cette analyse, que le gouvernement de Mme Thatcher ait utilisé, à des fins politiques, l'affaire des Falkland pour renforcer son parti, car il est indubitable que ce ne sera pas l'honneur de la Grande-Bretagne, mais bien celui du parti conservateur qui sortira consolidé de cette sale affaire créée par le gouvernement argentin pour des raisons de politique interne et exploitée par le gouvernement britannique pour les mêmes fins.

Naturellement, les morts et les moribonds des deux clans sont péremptoirement invités à se taire.

Diantre! Les politiciens de leur pays respectif s'apprentent déjà à les célébrer comme des héros morts pour défendre les idéaux et la patrie!

TRAGEDIE OU OPERETTE?

Pour défendre les Malouines, l'envahisseur arrogant Galtieri a fait appel à l'orgueil national de son peuple et les événements prouvent qu'il y est parvenu parce que «la promenade» prévue par l'amiral Woodward s'avère pénible et difficile.

Comme nous l'avons vu, pour reconquérir l'archipel, Mme Thatcher a attendu, sans avoir rien fait pour prévenir «le fiasco des Falkland», que les coups de cravache éveillent l'orgueil du lion britannique et l'a ensuite chevauché. Poussée par l'opinion publique anglaise, désormais compacte et déchaînée, sa réaction pour reconquérir les îles a, à mon avis, dépassé les limites du bon sens et a incontestablement atteint le summum de l'arrogance.

Mme Thatcher voulait cet affrontement; elle le désirait dès les premiers instants et n'a eu aucune difficulté à prendre publiquement une décision qui germaît dans son sein avant même que ne se réalise matériellement l'invasion argentine.

Il a été reporté par la presse que lors de l'entretien téléphonique de cinquante minutes que le président Reagan a eu avec le général Galtieri, avant même le début de l'invasion, pour le dissuader de se lancer dans cette aventure, il l'a également averti des conséquences de son geste; «Je connais Mme Thatcher; elle fera la guerre».

Il est évident qu'il était déjà au courant des intentions de la «Dame de Fer».

Orgueil et arrogance sont des parents étroits et il arrive que l'arrogance engendre l'orgueil et que l'orgueil dégénère en arrogance.

Quand ces quelques lignes seront lues, il est probable que la contre-invasion des îles sera accomplie et que les Malouines s'appelleront de nouveau Falkland. Elles ne resteront Malouines que pour les Français, car leurs navigateurs - qui, les premiers les découvrirent et les baptisèrent - étaient natifs de Saint-Malo.

Nous nous apercevrons, à cet instant qui, peut-être, ne sera qu'une pause, avoir assisté avec stupéfaction au déroulement d'une séquence qui, si ce n'était pour le fait qu'elle fera compter les morts par centaines voire par milliers, aurait tout à fait l'aspect d'une guerre d'opérette ou, mieux - n'en déplaise à ce ministre anglais qui a flanqué,

gratuitement, une gifle à l'Italie et conservé gracieusement l'anonymat - d'une oeuvre lyrique classique: l'Aida. Dommage que l'interprétation britannique ait taché la merveilleuse musique de Verdi de canonnades.

FINAL CATASTROPHIQUE?

L'évolution la plus à craindre, dans toute cette folle question, est celle d'un final catastrophique, confié exclusivement à la mise en scène des généraux et des amiraux qui exacerberait la haine des Argentins et constituerait une rupture extrêmement grave entre le monde occidental et les pays du tiers monde.

Quand ces lignes seront lues, ai-je dit, tout sera déjà accompli ou, tout au moins, la première partie de ce drame se sera déroulée.

La réponse du côté britannique aux questions angoissées qui parviennent de toutes parts est toujours la même: «*Que les Argentins respectent la résolution n° 502 du Conseil de Sécurité de l'O.n.u.*».

Qui sait, ensuite, si Londres prendra en considération l'invitation de 1966 de l'O.n.u., également, d'entamer des pourparlers avec l'Argentine au sujet de la souveraineté des îles?

Mme Thatcher continue à suivre son système de résoudre le premier problème, sans se préoccuper, tout au moins d'après ce qu'il semble, des conséquences de ses actions sur la politique à longue échéance.

Alors que c'est justement cela qui compte et qui devrait dominer toute action d'un politicien qui se respecte.

APRES LA BATAILLE

Donnons comme acquis que la bataille des Falkland sera terminée dans quelques jours et que l'Union Jack flottera de nouveau sur les îles.

N'évaluons pas le prix en vies humaines de cette victoire qui, de toute façon, sera certainement monstrueux. En termes financiers, nous estimons que le Chancelier de l'Echiquier devra inscrire un coût, pour les caisses royales, non inférieur à deux milliards de sterling (et Mme Thatcher a mis en crise la C.e.e. pour un montant vingt fois inférieur).

Défaite dans cette bataille, surtout si la garnison du général Menendez aura été

écrasée après une résistance acharnée, l'Argentine sera-t-elle disposée à accepter le rôle définitif du vaincu? Et, une fois chassé, le général Galtieri traitera-t-il la paix?

Ou alors, attisée par la haine, l'Argentine se serrera-t-elle encore plus autour de son actuel président et poursuivra la guerre?

Dans le premier cas, la Grande-Bretagne ne pourra pas refuser, à la table de la paix, la souveraineté ou, tout au moins, l'administration des îles, parce que, aux yeux du monde, elle ne peut pas oublier l'invitation adressée par l'O.n.u. en 1966.

Dans le second cas, la Grande-Bretagne attaquera le territoire continental argentin et l'Argentine, à son tour, soumettra-t-elle les îles contestées à un siège?

Le second cas semble être à la limite de l'absurde; mais il n'est cependant pas complètement absurde, car si l'orgueil des Britanniques sera satisfait, celui des Argentins sera piétiné et nous savons qu'il y a quelqu'un qui est disponible pour leur offrir les moyens d'obtenir une revanche.

La Grande-Bretagne n'est pas en condition de soutenir tout ce que comporterait cette seconde hypothèse et il y a de fortes chances que personne, les U.s.a. en tête, ne sera disposé à leur apporter un soutien.

Il ne reste, à Mme Thatcher, que l'espoir de la première solution, c'est-à-dire qu'une fois renversé le gouvernement Galtieri, l'Argentine soit disposée à traiter la paix, ce qui signifie recevoir, avec les bonnes manières, ce qu'elle avait tenté de prendre par la force.

Après avoir gagné cette bataille et établi la question de principe, la Grande-Bretagne devra se résigner à perdre la guerre à la table de la paix.

Il est probable que la Dame de Fer ne l'acceptera jamais. Mais alors - et je me permets de le suggérer à voix basse à nos amis anglais - une fois la bataille gagnée - pourquoi ne la renvoyez-vous pas chez elle? Tout serait plus simple.

Il existe le précédent de W. Churchill. La Grande-Bretagne peut bien se permettre le luxe de licencier un vainqueur, d'autant plus qu'il s'agit, à mon avis, d'une guerre voulue pour une question de parti et bien camouflée sous une question de principe. De toute façon avec tant de morts inutiles, que l'on en dise ce que l'on veut.

R. C.

Rome, 2 juin 1982

LES PRECURSEURS DE L'EUROPEISME

de Marcello Palumbo

Le 19 mai a eu lieu, sur le thème «Gaetano Martino et l'Europe, de la Conférence de Messine aux Traités de Rome», la deuxième des célébrations que la Fondation Européenne Dragan consacre, en collaboration avec le Club Libéral, aux précurseurs de l'euro péisme italien, dont le cycle commença par la réévocation de la figure d'Alcide De Gasperi tracée par sa fille, Maria Romana, et «introduite» par le parlementaire Giulio Andreotti. Suivront les souvenirs de Carlo Sforza et de Luigi Einaudi, tandis qu'Altiero Spinelli s'occupera personnellement de l'illustration, en termes actuels également, de la page épique que constitue le «Manifeste» de Ventotene.

Le début officiel du «Club Libéral» ne pouvait pas se dérouler dans un contexte plus valable - comme l'a souligné le Pr Loris Rossi - tant pour l'actualité du thème que pour la participation de nombreuses personnalités, parmi lesquelles l'épouse de Gaetano Martino, la princesse Alberta d'Alcontres, et les autres membres de sa famille; était absente, mais pour l'heureuse circonstance d'être dans l'attente d'un enfant, Mme Carla Martino, adjoint à la Culture pour la Région du Latium, qui avait cependant apporté son adhésion chaleureuse.

Lors de sa bienvenue adressée à ses hôtes, le Dr Costantino Dragan a parlé des

événements historiques dans le cadre desquels brilla l'action clairvoyante et géniale de Gaetano Martino, sans laquelle nous n'aurions pas assisté au début des pourparlers qui commencèrent à Messine, se développèrent à Venise et à Bruxelles et, enfin, aboutirent à Rome avec la signature des traités du 25 mars 1957 au Capitole.

M. Dragan a mis l'accent, également, sur la communauté culturelle qui unit, indissolublement, les peuples européens, membres d'une seule civilisation et affirma que, malgré tout et quelles que soient les circonstances adverses, l'Europe reste un point final pour le présent et un espoir auquel on ne peut pas renoncer pour le futur.

Le sénateur Valitutti a apporté son témoignage de première main sur les moments les plus significatifs de l'oeuvre de Martino, ayant été l'un des conseillers les plus intimes de l'homme d'Etat, lors de deux charges ministérielles - à l'Instruction publique et aux Affaires étrangères - auxquelles il fut appelé entre 1954 et 1957. M. Valitutti a rappelé, entre autres, le rôle exercé par le ministre Martino dans la résolution du problème de Trieste et de l'entrée de l'Italie à l'Onu. Martino jeta tout le prestige qu'il avait conquis au cours des réunions internationales et ses capacités rares de négociateur au service de la construction de la Com-

munauté européenne, à laquelle il continue à apporter sa contribution, même après avoir terminé son activité ministérielle en qualité de président du Parlement Européen et, surtout, en qualité de citoyen européen conscient de la mission de l'Europe dans le monde.

M. Enrico Vinci, directeur général du Parlement Européen a rappelé l'affirmation faite par Martino, à l'époque du lointain 1958, quant à la responsabilité européenne dans le domaine de sa propre sécurité. «La solidarité occidentale - déclare cet homme d'Etat - est celle qui a permis, au cours de ces années, de conserver la paix malgré toutes les adversités. Mais il est certain que nous pourrions désespérer de notre avenir si nous pensions que la paix devrait, toujours et pour l'éternité, être sauvée en Europe par la présence des troupes américaines. S'il n'existait aucun autre espoir de salut pour l'Europe, nous devrions conclure, avec mélancolie, qu'au cours de ces dernières années, durant lesquelles nous avons travaillé durement pour créer un système valable de sécurité européenne collective, que nous n'avons rien fait d'autre que de prolonger l'agonie de notre liberté». Pour Martino - a poursuivi M. Vinci - la communauté européenne devait être définie comme une communauté économique uniquement pour les lois de la nécessité et de l'opportunité politique et à titre transitoire, seulement; la communauté économique était et ne pouvait être qu'une étape vers la communauté politique.

Le Pr Nicola Catalano, qui fut le collaborateur étroit de Gaetano Martino, ministre des Affaires étrangères, a souligné que dans les moments de crise internationale l'Europe se réveille toujours. C'est ainsi qu'il en fut pour la rédaction du traité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier qui coïncide avec la guerre de Corée; et c'est ainsi qu'il en fut pour la rédaction des Traités de Rome, qui coïncidèrent avec les événements de Suez et de Hongrie.

En adviendra-t-il de même cette fois-ci?

Antonio Martino a confronté la philosophie de Messine et la situation ac-

tuelle. A Messine, triomphèrent le concept de libéralisation des échanges, la perspective d'une union politique et la méthode de la gradualité. Aujourd'hui, le principe libre-échangiste a été sacrifié sur l'autel des interférences politiques qui ont conduit à la fixation des prix agricoles et d'autres produits, cause de troubles pour le marché et cause, également, d'après contrastes, parmi lesquels celui, très grave, entre la Grande-Bretagne et les neuf autres n'est que le dernier exemple éclatant.

En outre, pour ce qui concerne les aspects plus strictement politiques de la construction européenne, elle restera tronquée tant que la politique étrangère sera confiée à des Etats nationaux, dont les dimensions sont trop petites pour pouvoir rivaliser avec les grandes puissances. Sur le problème de la défense, également, Antonio Martino a critiqué la disposition actuelle des pays européens à se complaire dans une sorte de pouvoir accordé aux Américains. L'Europe est en train de se bercer dans une dangereuse illusion de sécurité - a-t-il déclaré - et, en outre, elle crée des obstacles à la responsabilité décisionnelle des Etats-Unis. A ce point, on peut supposer deux conséquences: que la crise européenne se propage dans le milieu plus vaste de l'Otan et que se développe, en Amérique, la tendance d'un néo-isolationnisme toujours aux aguets et fomentée par l'étrange prétention invoquée par 270 millions d'Européens, dont le revenu global n'est pas inférieur à celui des Etats-Unis, de se faire payer les dépenses de la sécurité par un pays de 220 millions d'habitants.

L'impasse où se trouve l'Europe, aujourd'hui, n'est certes pas la première et peut-être pas même la plus grave des crises souffertes. L'exemple de Martino a été considéré par les conférenciers, plus que stimulant: une sorte de manuel classique auquel la diplomatie peut faire appel pour quelques-unes de ses formules qui portèrent, entre 1955 et 1957, l'Europe du fond de la désillusion aux espérances des Traités de Rome.

M. P.

L'EUROPE ET LES JEUNES

de Marcello Palumbo

Est-ce que les jeunes ont compris et appris à aimer l'idée «Europe» ou, alors, sont-ils distraits par d'autres intérêts?

Et, à son tour, l'Europe a-t-elle compris qu'il lui sera impossible de se réaliser comme entité politique si elle ne sera pas comprise et aimée par les jeunes?

Sur le thème «L'Europe et les jeunes», le 5 mai -journée de la *Fête de l'Europe* - la Fondation Européenne Dragan, en collaboration avec le Club Libéral et le Parti Fédéraliste Européen, a organisé à Rome un débat pour les jeunes du Rotaract, la branche junior du Rotary Club.

Le sentiment d'horreur inutile de la guerre qu'a vécu ma génération, a déclaré Roberto Cestelli, coordinateur de la Fondation, en introduisant le débat, nous a poussés sur la voie de l'europhisme pour épargner de telles horreurs aux générations qui nous auraient suivis.

Les premiers pas accomplis pour jeter les bases d'une Europe unie furent surtout un acte de foi ressenti d'une façon particulière par les Italiens qui, en raison justement de leur héritage d'une antique civilisation et de leur sens humain élevé, sont immensément disponibles pour toute initiative qui puisse conduire à la paix et à une vie policée entre les peuples.

Ainsi ouvert par la mise en évidence de la période d'égarement que traverse actuellement l'idée «Europe», le débat a tracé un parallélisme entre les graves difficultés qui entravent le processus de l'union européenne et la condition des jeunes.

La constatation de ce double état de malaise part d'une donnée emblématique: d'après les estimations les plus récentes du Bureau statistique de la C.e.e., sur 10,5 millions de chômeurs dans les dix pays de la Communauté, 3,9 millions sont des jeunes âgés de moins de 25 ans, soit 37,2 pour cent du total.

En Italie, cette incidence du chômage des jeunes est encore plus élevée par rapport à la moyenne européenne: 1,1 million de jeunes sont à la recherche d'un emploi sur 2 306 000 chômeurs, soit 47,7 pour cent.

Malheureusement, les projections sur le futur ne sont guère encourageantes si l'on considère que les coûts de la main-d'œuvre en Europe, entre 1970 et 1980, ont augmenté bien plus qu'aux Etats-Unis (8,7 pour cent contre 3,9 pour cent) et que la disponibilité de nouveaux postes de travail a été, au cours des dix dernières années, de 2 millions d'unités à peine en Europe, tandis que pendant la même période il s'est créé 5 millions de nouveaux emplois au Japon et 19 aux U.s.a.

Paolo Palleschi, qui représentait la Jeunesse Libérale est parti de ces données et d'autres données négatives pour motiver l'attitude de ces 42 pour cent d'Européens qui estiment l'avenir très incertain. Mais la raison principale, sur la base de laquelle l'idée européenne n'enthousiasme pas la jeunesse, est constituée par le fait que celle-ci ne s'est pas qualifiée comme la continuation des grands idéaux du Risorgimento.

Lors de cette phase historique, il fut affirmé quelques principes fondamentaux de la coexistence policée, comme la transformation du sujet en citoyen, la division des pouvoirs, l'égalité des points de départ, l'inviolabilité personnelle, le mérite et la responsabilité individuelle.

Nous nous trouvons, aujourd'hui, devant un aplatissement des points d'arrivée, une dépréciation du mérite, la substitution du critère de capacité par celui d'ancienneté dans l'avancement des carrières, la mentalité primitive de l'agressivité économique, l'incertitude législative, le danger de la déstabilisation politique.

Pour que l'idée «Europe» puisse reprendre de l'altitude dans l'esprit des

jeunes générations, et également dans celui des moins jeunes, il convient qu'elle soit accompagnée d'un rétablissement des règles du jeu et du renouveau de l'éthique et des normes sociales à un niveau plus élevé.

Le Pr Riccardo Monaco, doyen de la faculté des Sciences politiques de l'Université de Rome et ayant travaillé, parmi les premiers, avec De Gasperi et Martino, à la naissance des institutions européennes, s'est déclaré optimiste quant à la possibilité de poursuivre l'objectif unitaire final.

Il faut laisser passer du temps. Il y a trente ans de cela, personne n'aurait pu imaginer le développement juridique institutionnel actuel, réalisé grâce à des lois et à des règlements européens; une cour appelée à les faire respecter; un Parlement européen électif, bien qu'avec des pouvoirs limités.

Le progrès européen a surtout été ralenti par des facteurs externes tels que la crise énergétique, l'atténuation de la faveur américaine pour le Marché commun, la pression militaire soviétique et la crise de la politique de la détente qui s'est révélée immédiatement après la signature de l'Acte d'Helsinki de 1975, crise rendue encore plus évidente lors de la Conférence de Belgrade de 1978 et, maintenant, ultérieurement aggravée à Madrid.

Que faire pour sortir de l'impasse? Est-il utile de s'engager sur la voie de la révision institutionnelle, comme l'a proposé le groupe du «Crocodile» à Strasbourg? Pour le Pr Monaco, la voie la meilleure n'est pas celle de la réélaboration générale des traités, mais plutôt celle du renforcement des structures par des retouches mesurées visant à donner une légitimité aux politiques nouvelles, non comprises dans les composantes originales de la C.e.e. et, surtout, à unifier l'organe exécutif, le gouvernement, divisé, aujourd'hui, entre la Commission et le Conseil des Ministres.

Il n'était guère difficile de saisir, dans l'intervention de M. Monaco, l'amertume pour l'absence sur la scène européenne actuelle de figures de leaders efficaces comme

Jean Monnet - que ses amis intimes appelaient «Jean Premier», pour souligner son pouvoir de monarque - ou de Paul-Henri Spaak qui ne dédaignait pas d'exercer, dans ce but, quelques pressions sur les négociateurs récalcitrants.

Le point de vue du Parti Fédéraliste Européen a été exposé par le conseiller, Sergio Maria Pisana, qui a illustré le caractère de la Fédération européenne, préalable indispensable pour que l'on puisse porter à une solution les problèmes concrets qui affligent notre société: de celui de la paix à celui des sources d'énergie, de celui de la recherche scientifique à celui du rééquilibre territorial et de l'emploi dans les différentes régions de l'Europe, de celui de la co-existence pacifique de différentes ethnies à celui de la défense des cultures et de la diversité. Elle revêt donc la plus haute importance pour les jeunes, qui vivent déjà dans cette société et qui seront rapidement appelés à y assumer les responsabilités les plus hautes. L'engagement politique actif pour l'unité fédérale de l'Europe, en outre, est pour les jeunes la seule solution de rechange valable, d'une part au reflux et à la fuite mesquine dans le privé, de l'autre au dévouement irrationnel dans le terrorisme et dans la drogue. Si les partis nationaux traditionnels n'attirent pas les jeunes, c'est parce que le tableau national dans lequel ils opèrent les empêche, pour une question de dimension, de pratiquer une véritable politique, une politique digne de ce nom; il en résulte qu'ils tombent dans le jeu de la clientèle et du marchandage pour le pouvoir.

Par contre, travailler d'arrache-pied pour édifier l'Etat fédéral européen signifie élargir l'horizon de la lutte, permettre de résoudre les problèmes réels et, en même temps, revitaliser la démocratie et faire redécouvrir le goût de la politique. C'est un engagement que le Parti fédéraliste européen propose aujourd'hui à tous les jeunes au nom de l'Europe qui veut redevenir un sujet d'histoire.

M.P.

Au cours de ce débat, Andrea Chiti-Batelli a présenté la relation «Quelle Europe et quels jeunes?», que nous reportons ci-après.

QUELLE EUROPE ET QUELS JEUNES?

de Andrea Chiti-Batelli

Avant de parler avec profit et d'une manière qui ne soit pas creuse, des «Jeunes et de l'Europe», il convient de bien préciser ce qu'est l'Europe et ce que sont les jeunes.

Dans l'aspiration de ses partisans, l'Europe doit être un état d'âme ou un Etat.

Comme état d'âme, elle donne lieu à une rhétorique de troisième catégorie, où les mots sont toujours disjoints des faits et des actes.

Comme aspiration à un Etat européen, elle est, par contre, la seule idée nouvelle et créatrice qui soit née depuis l'après-guerre et constitue l'objectif essentiel pour notre continent.

Dans cette perspective - une longue bataille pour donner vie aux Etats-Unis d'Europe, à la Fédération Européenne - parler du rapport entre cette idée et les jeunes a un sens.

Mais venons-en maintenant à une définition des jeunes. Par «jeunes», on peut et l'on doit attendre, au sens large du terme, quiconque a un espoir de vie et d'avenir et est ouvert au futur. Notre problème est alors double: que peuvent et que doivent faire les jeunes pour l'Europe? Que doit faire l'Etat fédéral européen pour les jeunes.

L'ECONOMIE

Le concept plus général - et plus actuel - d'une Europe unie est le concept économique. Einaudi - dont les écrits européens sont toujours d'actualité - nous aide à comprendre comment les maux économiques dont souffre actuellement notre continent - inflation, pénurie énergétique, chômage - ont une de leurs causes dans l'étroitesse et l'inadaptation de l'Etat national par rapport à l'économie moderne, qui est une économie pour Grands Etats continentaux. C'est de cette faiblesse que dérivent la dépendance du

dollar, la fragilité de nos économies, leur sensibilité à l'évolution de la conjoncture internationale, leur instabilité, d'où les risques d'inflation, de récession, de chômage.

Un marché européen - irréalisable sans un Etat européen, comme le prouve l'expérience décevante de la C.E.E. - un plan économique européen, une solidarité européenne atténueront et rendront moins graves ces causes, en facilitant une plus grande prospérité et un niveau plus élevé d'emploi, si les gouvernants de l'Etat fédéral européen sauront appliquer une politique économique et sociale appropriée.

C'est un premier point qui ne peut pas ne pas intéresser en premier lieu les jeunes.

LA POLITIQUE ETRANGERE

Un deuxième élément est constitué par la politique étrangère d'une Fédération Européenne possible.

De nos jours, nos Etats sont de plus en plus des «retraités de l'Histoire». Dans un continent divisé entre l'influence russe et celle des Etats-Unis, ils sont candidats, s'ils s'obstinent à rester divisés, soit à la finlandisation soviétique, soit au satellitisme américain: *tertium non datur*.

Ce n'est qu'en s'unissant que l'Europe retrouvera dignité et capacité de présence dans le monde; et l'exemple qu'elle donnera, par le seul fait d'exister, sera décisif pour favoriser la formation d'autres unions fédérales continentales, étapes indispensables pour que l'on puisse donner vie, ensuite, et ce sera l'oeuvre des prochaines générations, à une Fédération mondiale, à un Etat fédéral et à un gouvernement planétaire, où les guerres seront un souvenir du passé et qui marquera «le passage de la préhistoire à l'histoire».

LA DEFENSE

Le troisième point est le problème de la défense.

L'élimination de la guerre est la conséquence de l'instauration d'un ordre étatique mondial, justement, comme les guerres entre les Italiens sont finies depuis que s'est instauré dans la péninsule italique un seul Etat.

En attendant, les problèmes de la sécurité, d'armement, de défense ne pourront pas ne pas subsister.

Aujourd'hui, les Etats européens divisés dépendent des sommes énormes pour des armées inefficaces et donc insuffisantes sans l'appui décisif et irremplaçable des U.S.A. L'Union permettra, en rationalisant et en unifiant les efforts et en éliminant les doubles emplois, une défense continentale, permettra de situer dans ses justes limites le problème d'une armée réellement de métier, formée de professionnels volontaires, convenablement rétribués; ce qui libérera les jeunes - et ce n'est pas une question à négliger - de la corvée désormais anachronique du service militaire obligatoire.

UNE POLITIQUE EUROPEENNE POUR LES JEUNES

Comme seul un Etat européen peut conduire une politique étrangère et de défense continentale, de même un Etat européen peut vraiment exercer une politique européenne pour les jeunes, qui ne soit pas uniquement basée sur des bavardages.

L'échec total des projets, amplement discutés au cours des années 60, relatifs à l'institution d'un «Organisme européen de la jeunesse» le démontre. L'idée était bonne.

Réaliser une grande organisation européenne d'échanges multilatéraux de jeunes, dans un but éducatif et touristique, afin de mieux se connaître et d'encourager un esprit de solidarité européenne plus fort. Mais les réalisations ont été nulles: le problème reste, cependant, comme un objectif essentiel pour l'Etat fédéral européen de demain qui devra instituer, dans son sein, un ministère européen de la Jeunesse, dont dépendra cet organisme et qui le financera.

UNE AGENCE EUROPEENNE DU TRAVAIL

Un sort identique a été réservé à la proposition d'une agence du travail, avancée

par de nombreux européistes. Cette proposition apparaît aujourd'hui encore plus importante, dans une Europe en pleine récession et où le problème du chômage, en particulier du chômage des jeunes, apparaît grave.

L'Etat Fédéral Européen pourra reprendre cette initiative et instituer cette Agence dans le but de faciliter les contacts entre les employeurs et les travailleurs des différents pays, dans le cadre général d'un plan économique communautaire destiné à rapprocher l'objectif du plein emploi.

L'Agence devra, également, viser à une requalification et à une intégration des jeunes européens émigrés.

L'UNIVERSITE EUROPEENNE

Point central d'une politique éducative de l'Europe unie sera l'Université. On assiste, de nos jours, au phénomène d'une université de masse: l'Université nationale est devenue une grande école moyenne-supérieure de préparation professionnelle sans, en pratique, finalité de recherche. Il est inévitable qu'il en soit ainsi et c'est également un bien: la société moderne exige un nombre bien supérieur de jeunes dotés d'une préparation professionnelle appropriée. Il convient donc que l'Université nationale satisfasse bien ou de bonne volonté à cette tâche nouvelle, plus modeste certes mais non moins importante, à laquelle elle se consacre mal ou de mauvaise grâce.

UNE LANGUE POUR L'EUROPE

Le thème important d'une politique culturelle européenne sera celui de la langue communautaire officielle, celle dans laquelle devront se dérouler les discussions au Parlement européen, devront être rédigés les lois et, en général, les actes officiels, être conduits les débats dans les tribunaux fédéraux et ainsi de suite.

Si l'on pense par inertie, la langue destinée à s'affirmer rapidement est l'anglais: c'est la victoire d'une langue vivante et, de plus, d'une langue ayant derrière elle, outre la culture, également le poids économique, politique et militaire de tout le monde anglo-saxon et anglophone; elle aura des effets destructeurs sur les autres langues comme l'a eu, en son temps, le latin; avec la différence qu'avec le latin, il a fallu

des siècles; tandis qu'il faudra à l'anglais, qui aura également de son côté l'aide décisive des mass media, quelques décennies seulement.

Le choix d'une langue inventée - et qui est donc neutre et, par suite, privée de ces effets destructeurs - semble donc s'imposer et, parmi celles-ci, la plus adéquate pourrait être l'espéranto.

UNE RADIOTELEVISION EUROPEENNE

Parallèlement, l'organisation d'une radiotélévision continentale aura une importance capitale pour l'Etat fédéral européen; et l'affirmation d'une langue officielle unique apportera une contribution décisive à la réalisation de ce but.

UNE POLITIQUE EUROPEENNE POUR L'ENFANCE

La jeunesse commence dès l'enfance; c'est avec une bonne enfance que l'on prépare une bonne jeunesse. Une politique de l'enfance devra donc être la première et la plus importante des tâches d'une politique européenne de la jeunesse.

L'Etat européen devra favoriser la formation d'un Service social européen de l'enfance qui aide et contrôle - avec des ramifications appropriées - les enfants âgés de moins de 16 ans et, surtout, combatte avec des moyens appropriés la plaie de l'enfance maltraitée, conformément à des suggestions et à des études déjà effectuées au niveau européen, mais restée, pour le moment, sur le papier, en particulier dans le cadre du Conseil de l'Europe.

LES JEUNES POUR L'EUROPE

Il faut distinguer la contribution que les jeunes doivent apporter à la construction de l'unité européenne de celle qu'ils donneront au sein de l'Etat fédéral européen déjà constitué.

La première et la plus importante contribution que peuvent apporter les jeunes dérive du fait qu'ils sont moins liés que les adultes à des oeillères nationales, plus capables de penser en termes supranationaux, plus disposés à l'Union du continent, parce que moins liés à de vieux préjugés, schémas ou habitudes. Parce que

supérieur est, également, leur devoir de participer activement, et directement, à la bataille pour l'Europe.

Rappelons que ce n'est que dans un Etat relativement petit que l'on a une véritable participation à la vie civile et politique, que l'on a, donc, une véritable démocratie. D'autre part, les Etats nationaux sont également, et indépendamment de cela, peu préparés pour constituer les éléments de base de l'unité européenne, car leur prétention à la loyauté, à l'adhésion totale et inconditionnelle des citoyens est trop forte et exclusive, de sorte qu'ils risqueraient de constituer constamment des forces centrifuges trop élevées et capables de remettre continuellement en question la permanence de l'Union.

Dans une Europe valide, les vocations particulières, les minorités, les cultures minoritaires pourront trouver leur pleine affirmation et les jeunes devront, ici aussi, être en première ligne pour cette bataille.

LES PARTIS

Les partis ont été et, dans une certaine mesure, sont encore, les poumons de la démocratie. Des remèdes constitutionnels apportant de la stabilité à l'Exécutif et réduisant, comme en France, les prétentions excessives du Parlement, peuvent corriger considérablement leur mal; il devra être conçu, dans ce sens, la «Constitution» de l'Etat fédéral Européen.

Mais ceci ne suffit pas; d'autant plus que dans leur esprit opiniâtre de marchandage, les partis sentent, dans l'idée européenne, une menace pour leur monopole du pouvoir, de sorte qu'ils lui sont tous sourdement hostiles, même s'ils lui adressent, hypocritement, un hommage verbal.

Il est donc nécessaire de réformer *ab imis*, la démocratie et le suffrage universel en substituant tout ceci par un système tout aussi démocratique et respectueux des minorités, mais qui soit approprié à la société moderne. Le système des «ordres politiques», conçu par Adriano Olivetti (que l'on lise son ouvrage *L'ordre politique des Communautés*), nous semble être un objectif que le fédéraliste ne peut pas ignorer, tout au moins comme base pour une étude ultérieure et approfondie du problème.

Il reste à dire ce que devront et pour-

ront faire les jeunes dans l'Etat fédéral européen déjà constitué.

Et ici - pour compléter leur engagement européiste général qui devra être, dans cet autre Etat également, encore plus vif, car l'Europe Unie ne se consolidera que progressivement et lentement et il sera nécessaire, pour longtemps, que s'engagent avec constance et ténacité des hommes de bonne volonté, pour la faire survivre et la consolider - pour compléter, disais-je, et donner une finalité à un objectif précis à cet engagement, la proposition avancée par de nombreux européistes - l'institution d'un Service Civil Européen, qui se substituerait au service militaire - semble valable.

UN PARTI POUR L'EUROPE

La seule difficulté grave, en face d'un projet comme celui que nous venons de décrire, est que tous - et non pas seulement les plus jeunes - se sentent comme perdus devant une telle question: «D'accord; mais où, comment et avec qui opérer dans le sens

voulu et pour encourager tout ceci!».

Comme nous l'avons dit, nous avons la ferme conviction que des institutions, des structures, des organisations existantes sont certes, et pour bien des raisons, utiles; mais qu'elles ne sont ni adéquates, ni assez déterminantes dans ce sens; et que les mouvements européistes et fédéralistes eux-mêmes sont non seulement trop inégaux à la besogne, mais ont perdu leur élan initial. L'expérience de près d'un demi-siècle a désormais démontré que tout comme il n'y a pas de politique européenne sans Etat européen, il n'existe pas de progrès dans la bataille fédéraliste sans un parti fédéraliste.

Seul vaut un Parti Fédéraliste, donc - un parti de l'Europe qui soit, également, un parti anti-parti et qui encourage une démocratie différente, plus moderne et plus vraie que la démocratie partitocrate - qui pourra combler ces déficiences et ces lacunes, et permettre un engagement réel et fructueux pour les jeunes et pour tous les Européens.

A. C. B.

Débat Europe

NON AUX PARTIS POUR NE PAS SE PERPETUER

de G.M. Violi

(Réponse au Parti Fédéraliste Européen)^(x)

Cher Professeur Sennhauser, la sympathie et la considération que je nourris à votre égard remontent - sans que vous ne vous en doutiez - aux lointaines années cinquante, à Mantoue, où j'eus l'heureuse occasion d'écouter un de vos discours passionnés et enflammés au cours d'une réunion organisée par le simple Mouvement Européiste de l'époque dans cette ville.

J'ai toutefois l'impression, aujourd'hui - si l'on en juge par votre intervention - que vous développez un discours vers des rives idéologiques un peu nébuleuses, à commencer par l'accusation de ne pas avoir pris en considération, dès juillet 1981 (date de la publication de

(x) Voir l'article de M. Sennhauser dans le numéro précédent de notre Bulletin.

mon «essai» dans une édition spéciale) *«le programme et la stratégie»* de votre parti sur la base d'un document rédigé et approuvé, *en toute hâte*, maintenant seulement (6 mars 1982), afin de démontrer l'insuffisance de mes argumentations, comme si de tels documents avaient existé auparavant.

D'autre part, même si le PFE avait précédemment approuvé et diffusé un document de ce genre, je n'en aurais probablement pas tenu compte, pour la raison bien simple que *ma thèse était et est destinée à démontrer que les idéologies politiques, quelle que soit leur couleur, débouchent inévitablement, si elles sont portées en avant avec la méthode des partis, sur le chaos (grèves en n'en plus finir), une oligarchie ou, pire encore, un despotisme rouge ou noir, comme l'a largement démontré la soi-disant Révolution soviétique, le fascisme tout d'abord, le national-socialisme ensuite. Tous, les enfants légitimes de «partis» se disant révolutionnaires, qui de révolutionnaire n'eurent rien d'autre que la défense paroxystique du «système de partis» d'où ils étaient nés.*

C'est à juste titre que Zigmunt Bauman, en réfléchissant sur les récents événements polonais, a mis en lumière le processus selon lequel la suprématie du parti *«étant de nature purement politique et grâce aux moyens dont il dispose, supprime la réalité sociale sur laquelle il gouverne»*, raison pour laquelle *«quiconque entre dans le système pour le corriger de l'intérieur»* (et le PFE entre à l'intérieur du système) *finira par reproduire les conditions de sa perpétuité»* (Mondoperaio, Rome, mai 1981, pages 101-103).

Après quoi, j'estime qu'il ne semblera pas étrange que je me sente autorisé à confirmer que *«imaginer de réaliser l'unité européenne avec la méthode des partis»... «est une idée ridicule, avant même que d'être ingénue».*

Essayons d'être réalistes et de regarder les choses, les problèmes de notre époque en face.

LA POUSSEE DE LA TECHNOLOGIE

Sous la poussée de la technologie, la dynamique de la vie associée tend, inexorablement, à la centralisation de la production et de la consommation et, avec eux, à la centralisation d'importants regroupements humains. Ceci est d'autant plus vrai que, désormais, il est entré dans l'ordre des coutumes de se préoccuper de la planification des problèmes.

Il est nécessaire, aujourd'hui, ne serait-ce que pour produire une boîte d'allumettes, de procéder à une organisation rationnelle et à la sélection du travail, afin d'obtenir un produit uniforme, dans les quantités les plus importantes et dans les plus brefs délais possibles à un coût inférieur à celui qu'aurait coûté une production artisanale.

Quand, à l'aube de ce siècle, Henry Ford se trouva dans l'obligation d'avoir recours au crédit bancaire pour pouvoir continuer à construire ses automobiles, les banques lui posèrent de telles conditions contraignantes et onéreuses qu'il fut obligé de cesser la production et de fermer ses fabriques. Il licencia ses ouvriers, réorganisa le système interne de fabrication, standardisa le travail, après quoi il reprit la fabrication en vendant, en tout premier lieu, ses voitures à ses propres ouvriers et employés.

Ce fut un succès sans précédent et Ford finit par acheter les banques.

Dans un sens social, c'est quelque chose de semblable qui se passe dans le système sur lequel se base la vie organisée de notre époque.

D'un côté, les banques - c'est-à-dire les Etats nationaux qui visent à administrer la société à leur façon, avec l'aide des partis politiques -; de l'autre, la société qui vise à s'en libérer pour s'auto-administrer selon une façon de voir en harmonie avec les nouveaux temps.

Si l'on regarde de l'intérieur, les Etats nationaux - comme déjà les banques de l'époque de Ford - ont mille et une raisons pour défendre les intérêts de leurs propres sociétés; toutes leurs structures sont construites dans ce but et visent ce but; mais si on les regarde de l'extérieur, nous voyons que les sociétés ont tout autant de bonnes raisons pour se défaire des Etats afin d'adapter leurs propres structures à des exigences qui vont au-delà des barrières douanières sur les ailes et au rythme d'un progrès technologique, et également psychologique, qui dépasse les structures nationales.

A la lumière de la réalité, les exigences nationales augmentent au point de coïncider et de se fronder entre elles et de proposer un système totalement opposé à celui qui caractérise les Etats que nous pourrions appeler à conduite de partis. Telles sont les forces qui pressent et finiront par forcer les structures nationales pour en imposer d'autres, supranationales, avec des implications universalisantes.

Les sociétés humaines ne peuvent malheureusement pas, comme Ford, proclamer le lock-out pour remettre de l'ordre à l'ensemble, pour ensuite se représenter avec des structures sociales adaptées aux nécessités qui incombent. Il ne reste d'autres ressources, à nous spectateurs, que d'étudier le phénomène et de suggérer - aux dirigeants la meilleure façon possible pour sortir de cette impasse, sans avoir recours à des guerres plus ou moins nationales, plus ou moins civiles.

On dira que le système de travail tayloriste (de Frédéric Winslow Taylor), adopté par Ford et, successivement, imité, pour des besoins économiques, par les entreprises industrielles du monde entier, a le grave inconvénient de réduire les ouvriers à la condition de simples manoeuvres et de limiter leur effort à un automatisme qui exclut l'intelligence et l'initiative tout en avilissant la personnalité humaine.

C'est vrai. Il a toutefois été parcouru du chemin de l'époque de Ford jusqu'à nos jours. Nous avons assisté à une évolution technologique tellement sophistiquée que l'on peut prévoir que dans un futur très proche, on ne parlera plus d'ouvriers travaillant à la chaîne.

L'HOMME LIBERE PAR LA MACHINE

C'est tout récemment («Il Giornale nuovo», Milan, 30.3.1982) que nous avons appris que nous verrons sous peu non pas des hommes aux chaînes de montage, mais des robots hautement sophistiqués et dotés de senseurs optiques et tactiles, capables de transmettre cinquante fois par seconde des informations à l'unité de contrôle.

Ce merveilleux instrument libérera l'homme de l'esclavage de la machine - c'est le résultat de dix ans de recherches de la société IBM de Yorktown Heights - et sera en mesure d'effectuer tout seul des opérations délicates et complexes d'assemblage et à réagir également à des situations imprévues.

L'ère de la liberté commence également à partir des machines.

En ce qui me concerne, si je pars du principe que la société n'est pas une somme d'atomes humains, mais la somme d'exigences humaines, j'ai modestement suggéré *l'institutionnalisation d'associations de sujets intéressés à un seul objet*.

Par exemple, non pas, comme c'est le cas actuellement, d'associations de travailleurs (du bras et de l'esprit) opposées à autant d'associations d'employeurs, mais des organisations unitaires de travailleurs et d'employeurs pour une synthèse qui satisfasse les intérêts réciproques, afin que la conduite des entreprises soit régulière: ce qui est l'objet et le but de leur association.

On propose, pratiquement, la transformation des travailleurs et des employeurs en associés.

En ce qui concerne le passage d'une condition de dépendance réciproque des intéressés à celle d'associés, il ne sera pas nécessaire et l'on ne devra pas avoir recours à l'expropriation; elle devra s'effectuer graduellement, sans traumatismes, à travers le travail et l'épargne, et ceci parce que le socialisme se réalise avec la conquête constante et graduelle du bien-être et non pas à travers les rapines. Ce qui est donné ou volé n'a pas de valeur. Telle est la raison pour laquelle le socialisme naît du travail et du bien-être et non pas de la misère, comme l'a supposé Karl Marx, qui le déduisait des conditions de vie déprimantes quand, à sa naissance, le capitalisme avait besoin du travail forcé pour construire des machines et des outils.

Tout ceci n'a pas été dit dans la «Fenêtre sur le futur», mais c'est implicite dans le développement des principes dont il y est question, tout comme maintenant il n'est pas possible de dicter la réglementation instrumentale de l'institut bancaire préconisé sans tomber dans l'utopie. On peut toutefois prévoir qu'un Institut de ce genre serait fatalement destiné à

jouer le rôle et à avoir l'importance d'une banque de premier plan vers laquelle convergeraient toutes les autres, comme moyen pour l'unité d'intérêts aboutissant à l'unité des peuples.

LE POUVOIR ET LA LIBERTE

On déduit cette vision du schéma de l'Etat auquel j'ai fait allusion dans la «Fenêtre sur le futur»; au sommet: *pouvoir exécutif* maximal et intransigeant; à la base sociale, liberté maximale, à laquelle attribuer la *souveraineté du pouvoir législatif*; entre ces deux pouvoirs ci-dessus, un troisième pouvoir anormal car *privé de souveraineté, mais hautement qualifié*, avec des fonctions de filtre régulateur de l'ensemble associé; un quatrième *pouvoir judiciaire* spécialisé en fonction des diverses activités de la société (regroupements sectoriels).

Ceci permet à une organisation de l'Etat de ce type que ses bases nationales développent des rapports directs avec les autres sociétés au-dessus des barrières étatiques et qu'il soit impossible d'entreprendre des actes belliqueux qui ne soient pas directement entérinés par les composants de la société.

Sous le rouleau compresseur des forces centralisatrices, que l'on ne peut pas supprimer, qui menacent de niveler la personnalité de chaque sujet, il n'existe qu'un seul moyen: élever les travailleurs du bras et de l'esprit à la condition de participants au bien-être commun. Et comme l'on n'apprécie et l'on ne jouit que de ce qui a été conquis par le travail, chacun doit être appelé à donner le meilleur de soi-même - pour lui-même et pour sa famille - comme acte de rachat et de libération d'un esclavage moral qu'il répudie.

Tel est le problème fondamental de notre époque et ceci est, à mon avis, le seul moyen pour résoudre la *question sociale* désormais séculaire.

Le Parti Fédéraliste Européen soutient être le porteur d'une «*doctrine intégral-fédéraliste*» dont on ne connaît pas les fondements et qui ignore, semble-t-il les grands problèmes du travail, qui sont pourtant au centre de l'opposition qui divise aujourd'hui le monde entre une conception idéaliste de la vie et de l'histoire et une conception matérialiste.

En outre l'ami Sennhauser nous parle d'une opposition inexistante entre le matérialisme et l'humanisme, qui n'a pas de fondement car il peut fort bien exister un humanisme matérialiste, et ceci parce qu'il entend par humanisme «*une doctrine qui a pour objet le développement des qualités de l'homme, sans se préoccuper des idées abstraites*». Mieux que moi, Sennhauser sait qu'il n'y a pas de société sans un droit qui lui apporte ordre et consistance historique; qu'il n'y a pas d'ordre sans pouvoir; qu'il n'y a pas de souveraineté sans légitimité et qu'il n'y a pas de légitimité sans le consensus de la base sociale.

Dans les régimes démocratiques représentatifs, la légitimité dérive du consensus de délégués ou de représentants élus à travers les partis politiques. Et comme les partis politiques sont les partisans ou les porteurs d'idéologies politiques, ils finissent pas influencer, fourvoyer ou, pire, forcer les volontés de tous les sujets dont les exigences ne coïncident souvent qu'en partie avec les idéaux poursuivis par les partis qu'eux-mêmes ont choisis.

LE REFUS DE PERPETUER LE SYSTEME

En effet, Sennhauser admet lui-même «*qu'unir l'Europe pour tout trouver comme auparavant*»... «*comme maintenant les Etats déchirés par les luttes entre les forces libérales-capitalistes et les forces socialistes*»... «*sans des idées propres et valables pour résoudre, d'une façon sensée, les problèmes importants de notre époque*» est - toujours selon lui - «*un idéal trop irréel (il aura peut-être voulu dire trop astreignant) pour susciter cet engagement général et fort qui est indispensable pour l'appliquer démocratiquement*».

Etant bien établi que je ne suis pas suffisamment ingénu et prétentieux pour décrire un

ordre social de A à Z, mais que je me suis limité à tracer un simple tableau général de la société future, j'ai toutefois indiqué avec assez de clarté les principaux paramètres sur lesquels d'autres, plus qualifiés que moi, pourront fonder notre futur.

J'ai tenté entre autres, et avec modestie, de préciser ma conception de la société dans un contexte historique qui se situe à la quatrième position après l'historicisme idéaliste de Hegel, matérialiste de Marx et absolu de Benedetto Croce.

Partant du principe que la société est la somme d'exigences et non d'individus particuliers, j'ai pu émettre l'hypothèse de l'attribution de la souveraineté non plus au sommet de l'Etat, mais à la base sociale. Non seulement, mais me rendant compte que les hommes ne sont pas des saints, mais des fieffés loups, j'ai placé et prévu entre *la souveraineté de la base sociale et le pouvoir exécutif*, une assemblée hautement qualifiée *privée*, comme je l'ai dit plus haut, *de souveraineté* et destinée à revoir, à motiver et à renvoyer les normes au *pouvoir législatif*, si elles ne devaient pas être conformes aux normes approuvées précédemment.

Et comme les regroupements sectoriels (*centres du pouvoir législatif*) expriment les intérêts (et des exigences d'une autre nature) non seulement nationaux, ils se présentent, de fait, comme des *centres d'accord* avec des intérêts similaires à ceux d'autres pays et non pas comme des éléments qui leur sont opposés, posant ainsi les conditions préliminaires pour une fusion réciproque au lieu d'une opposition qui pourrait être résolue, peut-être, avec le funeste recours à la guerre.

Etant entendu qu'habituellement j'écris pour apprendre et non pour enseigner, je ressens le devoir impérieux de demander à vous, «parti», à quels organes étatiques confierez-vous l'unité européenne de l'Est à l'Ouest, et avec quelle *idée-force* que vous-mêmes invoquez, ferez-vous «sauter» le bloc soviétique monolithique, étant donné - comme l'a observé Andreï Amalrick - qu'il dispose non seulement de bombes atomiques, mais aussi, et surtout, d'idées, bien que plus ou moins révolues, mais qui peuvent exalter les masses.

Si on peut imputer au «Mouvement» d'Altiero Spinelli - vu qu'il gravite dans l'aire social-communiste - de ne pas être en possession d'une *idée-force* qui le qualifie et en détermine l'identité, il apparaît évident, à plus forte raison, qu'une absence non inférieure d'identité manque à votre «parti», s'il est vrai - comme il est vrai - que son «*Conseil de la Fédération italienne*», lors de la séance de Rome du 23 janvier dernier a voté et approuvé un document «Appel pour la Paix», dans lequel il «*est souhaité l'unité de l'Europe dans le cadre d'un seul drapeau qui flotterait de Brest à Budapest*» (voir «Domani Europa» du 22.3.82), en laissant hors de l'idée de l'unité non seulement la Russie européenne (200 millions d'habitants et porteuse d'une idéologie), mais même la Roumanie, la seule nation latine qui s'avance vers l'Orient.

Qu'on le veuille ou non, qu'on l'accepte ou non, la Russie soviétique a offert et offre sa solution. En ce qui me concerne, j'ai parlé de ma solution; mais vous, vous qui vous donnez tant de mal au milieu de tous ces «partis» d'un système qui ne tient pas, quelle autre solution proposez-vous au monde qui attend une réponse?

UNE CRITIQUE AU P.F.E.

J'ai lu la Déclaration politique du PFE, synthèse du document approuvé le 6 mars dernier par son Conseil Fédéral de Zurich.

J'en suis sorti déçu et effondré.

Déçu, parce que la «Déclaration» ne conteste pas une seule ligne de l'essai «Une fenêtre sur le futur» dans lequel on démontre la vacuité d'une idéologie démocratique poursuivie avec la méthode traditionnelle des partis politiques.

Déçu, parce que le rédacteur de la «Déclaration» n'a pas éprouvé le besoin de démontrer, à la lumière de la critique, l'exactitude de la méthode adoptée et poursuivie par son parti. On ne fait pas de révolution avec les moyens et les méthodes de la conservation. On ne crée pas un «autre» système en adoptant la méthode et les moyens propres du système que l'on veut renverser. C'est l'erreur fondamentale qu'a commise Lénine en nous redonnant l'image du vieux système porté au paroxysme.

C'est là - enfin - l'utopie du Parti Fédéraliste Européen qui, s'il a des flèches valables à son arc, est invité à les décocher plutôt que les conserver dans le carquois.

C'est dans l'opposition des idées que naît la vérité. Et si le Parti Fédéraliste Européen est privé d'idées à opposer, qu'il accepte loyalement celles qui lui sont offertes. Tout compte fait, il vaut mieux reconnaître la vérité que - pour un faux amour-propre - persévérer dans l'erreur et poursuivre une route erronée.

Ce qui surprend le plus dans le document en question est l'affirmation selon laquelle *«Le Parti Fédéraliste Européen»... «condamne» ... «l'acceptation passive» ... «de tous les organisations, les structures et les systèmes anachroniques qui sont responsables de la manifestation et de la persistance de la crise actuelle menaçante, globale et totale. L'Europe doit être réalisée et, si nécessaire, même contre les hommes et les forces politiques, intégrés dans le système actuel».*

Parfait? Applaudissons. Et comme le PFE, en tant que parti, s'intègre et se reconnaît dans le système actuel, on en déduit que l'Unité de l'Europe se réaliserait contre le système et en le haïssant.

Comme résultat, c'est un chef-d'oeuvre!

Non seulement. En se référant, ensuite, à l'opposition qui divise les *«deux superpuissances représentant l'une le communisme et l'autre le libéral-capitalisme»*, la «Déclaration politique du PFE» reconnaît - avec justesse - que *«les deux systèmes sont, en réalité, le produit d'une pensée prédominante à l'époque de leur manifestation»* au point qu'il est vrai que *«sur le plan de l'organisation politique, les deux superpuissances sont les artisans de la conservation de ce que l'on appelle l'ordre traditionnel».*

Et là, la demande vient spontanément: - Mais le Parti Fédéraliste Européens est-il ou n'est-il pas un parti qui agit, sur le plan électoral, également, au sein du système avec toutes les conséquences qui en découlent? Ne ressent-il pas la contradiction dans laquelle il se débat?

Le document poursuit: - *«...les Etats nationaux souverains actuels... constituent les structures qui emprisonnent des milliards d'hommes et les divisent en une myriade d'impuissances à la merci des superpuissances hégémonisantes».*

Cette question a été clairement posée et résolue dans *«Une fenêtre sur le futur»: attribution de la souveraineté législative à la base sociale contrôlée par une «assemblée» privée de souveraineté; mais d'un haut niveau technique, moral et scientifique pour sauvegarder d'éventuelles déviations, erreurs ou incongruités en fonction d'une révision possible des normes dictées par la base. Ce qui implique une recherche éternelle d'accords, même sur des bases internationales et exclut des solutions draconiennes de force (guerres).*

Le Parti Fédéraliste Européen nous parle de fédéralisme, mais il ne nous dit pas à quelles organisations il se réfère. Personnellement, je ne l'ai pas encore compris. Il veut fédérer les Communes? Les Provinces? Les districts linguistiques? Les Etats? Et comment? Pour l'amour du ciel! Qu'il s'explique une bonne fois pour toutes!

C'est nécessaire, étant donné que - comme l'a bien précisé le Pr Lorenzo Caboara dans son étude incomparable sur *«Tocqueville»* (Hoepli, Milan, 1946, pages 277 et la suite) *«le fédéralisme est, avant tout, un principe d'organisation juridique».*

Je prierais le rédacteur de la «Déclaration» ou toute autre personne, avant qu'il ne réponde, de revoir le chapitre XII de l'oeuvre citée de Caboara qui traite, justement, de la *«Unité et de la Fédération dans l'Etat et entre les Etats».*

Ce n'est qu'après que nous pourrons reprendre la discussion.

Avant, non!

G.M. V.

STRATEGIES SOVIETIQUES ET REPOSES DE L'OCCIDENT

Editrice Europea, via Ristori 8 - 00197 Rome

La série des séminaires d'étude organisée annuellement par le Comité Atlantique Italien au siège de la Fondation Cini à Venise a atteint son point d'actualité maximal avec le débat qui a eu lieu en novembre 1981 sur le thème «Stratégies soviétiques et réponses de l'Occident».

Les interventions de quelques-uns des protagonistes les plus qualifiés du côté occidental, comme le Commandant suprême des Forces Alliées en Europe, le chef d'Etat-Major de l'Armée italienne, ainsi que des diplomates, des politologues, des experts en sciences stratégiques et des personnes influentes du monde politique ont conféré un intérêt particulier à cette question.

La brochure publiée sous ce même titre remplit, maintenant, la tâche d'offrir, en une lecture facile, les analyses approfondies qui ont été l'objet des travaux du séminaire.

Le réveil de l'illusion d'une paix parfaite, dans laquelle s'était bercé l'Occident au cours des années soixante-dix - comme relève le sous-secrétaire d'Etat à la Défense, M. Martino Scovacricchi - a été déterminé par le renforcement alarmant des forces militaires, conventionnelles et nucléaires, de l'Union soviétique, qui lui a permis de prendre des initiatives de pénétration telles, qu'elles ont opéré de profonds changements dans le tableau politique de continents entiers.

L'ambassadeur Federico Sensi rattache, en les examinant, les lignes traditionnelles de la tendance expansionniste dans la politique russe, à l'actuel messianisme idéologique favorisé par la politique de la double voie Etat-Parlement et par l'emploi sans préjugés des poussées émotives qui font prise sur les masses.

La machine militaire soviétique possède, aujourd'hui, une supériorité qualitative et quantitative par rapport à toute autre force armée dans le monde. Cette constatation nous est livrée par le général Umberto Cappuzzo qui examine l'évolution

STRATEGIE SOVIETICHE E RISPOSTE DELL'OCCIDENTE

Atti del seminario di studi sul tema:
« Strategie sovietiche e risposte dell'Occidente »
promossa dal Comitato Atlantico italiano
Venezia, Fondazione Cini, 6-7 novembre 1981



de la puissance militaire soviétique de 1945 à nos jours, sur la base des documents officiels et des affirmations des chefs de l'Armée rouge, les maréchaux Sokolowski et Ogarkov, et de Brejnev lui-même. Le discours pour l'Europe occidentale se déplace donc de la capacité de se défendre à la volonté de se défendre.

C'est également la pensée du général Bernard Rogers, qui analyse les phénomènes parallèles de la capacité offensive croissante du Pacte de Varsovie et du déclin du potentiel militaire de l'Otan pour conclure sur la nécessité de récupérer la confiance réciproque au sein de l'Alliance atlantique, minée aujourd'hui par le caractère hétérogène d'évaluation de chacun de ses membres.

Le volume se termine par une intéressante étude du diplomate espagnol Carlos Fernandez Espeso sur l'entrée de l'Espagne au sein de l'Alliance atlantique.

OPINIONI DI SCIENZE POLITICHE

1

ORIGINI DIPLOMATICHE DEL PATTO ATLANTICO

Gianluca André - Basilio Cialdea - Alfonso Sterpellone
Rodolfo Mosca - Peter Moon

Dicembre 1974, pp. 126 - L. 1.500

2

ECONOMIA ATLANTICA Opinioni a confronto

Domenico Demarco - Mario Casari - Rodolfo Killingbeck
H. Kent Goodspeed

Febbraio 1977, pp. 144 - L. 2.500

3

DEMOCRAZIE ATLANTICHE

Antonio D'Antena - Antonio La Pergola - Guglielmo Negri
Mario Lucioli - Antonio Malintoppi - Giuseppe De Vergottini
Andrea Manzella - Paolo Ungari

Novembre 1978, pp. 174 - L. 3.000

4

L'ALLEANZA ATLANTICA E LA DIFESA DELL'EUROPA

Ettore Brancato - Sergio A. Rossi - Franco Micali Baratelli
Ernesto Giurati - Emanuele Annoni

Giugno 1978, pp. 164 - L. 2.500

5

TRENT'ANNI DI ALLEANZA ATLANTICA 1949-1979

Manlio Brosio - Ennio Di Nolfo - Franco Micali Baratelli
Felice Catalano - Luigi Valsalice - Mario Lucioli

Marzo 1979, pp. XII 176 - L. 3.000

6

LA SICUREZZA DELL'EUROPA OCCIDENTALE

Roberto Gaja - Franco Barbolini - Rinaldo Petrigani
Leone Mustacchi - Mario Lucioli

Ottobre 1980, pp. 96 - L. 4.000

7

EQUILIBRI STRATEGICI E FUTURO DELLA DISTENSIONE

Pietro Corsini - Ernesto Giurati - Mario Mondello
Egidio Ortona - Luigi Fontana Giusti - Rinaldo Petrigani

Maggio 1981, pp. VI + 114 - L. 4.000

8

STRATEGIE SOVIETICHE E RISPOSTE DELL'OCCIDENTE

Martino Scovacricchi - Federico Sensi - Umberto Cappuzzo
Bernard Rogers

Aprile 1982, pp. 120 L. 4.000

Editrice Europea

MOSCOU - 9 OCTOBRE 1944

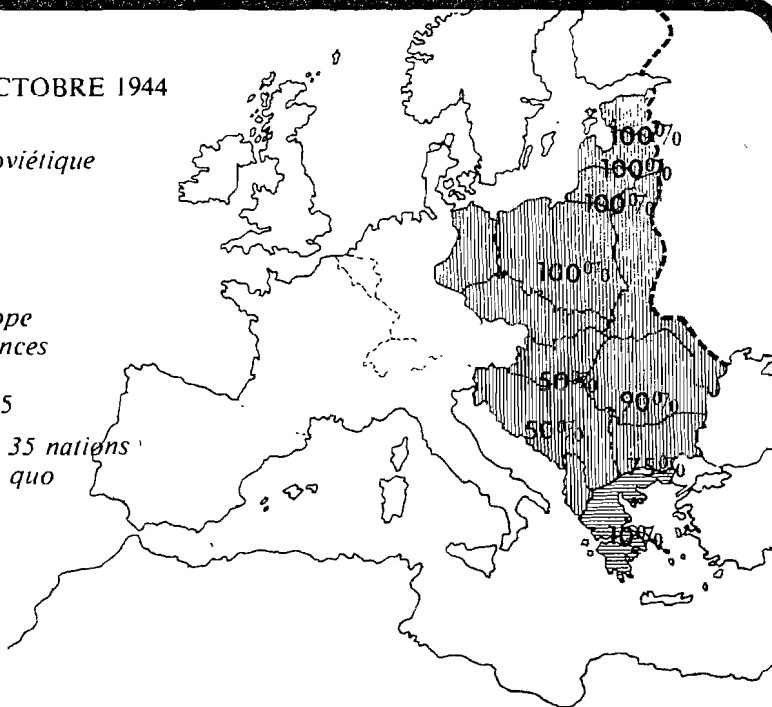
*Churchill
cède à l'Union soviétique
l'Europe de l'Est*

YALTA - 1945

*Confirmation du
partage de l'Europe
en zones d'influences*

HELSINKI - 1975

*La conférence de 35 nations
reconnait le statu quo
créé à Yalta*



«Nous nous refusons d'admettre qu'il puisse exister des européens de catégorie A et d'autres de catégorie B».

Bulletin Européen

<i>R. Cestelli: Arrogance contre orgueil</i>	1
<i>M. Palumbo: Les précurseurs de l'européisme</i>	5
<i>L'Europe et les jeunes</i>	7
<i>A. Chiti-Batelli: Quelle Europe et quels jeunes ?</i>	9
<i>G.M. Violi: Non aux partis pour ne pas se perpétuer</i>	12
<i>Livres reçus</i>	18

Bulletin Européen

Rivista mensile - Spedizione in abbonamento postale gruppo terzo (70%)
Edizioni Nagard Srl-Foro Traiano 1/A, Roma - Direttore responsabile: Sabino d'Acunto - Direzione e Redazione:
Foro Traiano 1/A, Roma - telefoni: (06)679.77.85/678.09.48 - Registrazione Tribunale Roma n. 16966 del
15.10.1977 (già n. 1861 del 15.2.1951) - «Centrostampa Nagard» Milano, Via Larga 11